

## L'article 33

---

### **Les destins des soldats de l'Armée de l'intérieur dans la République Populaire de Pologne 1944-1990**

---

La marche victorieuse de l'armée soviétique en 1944 à la poursuite des Allemands a fait que l'Armée de l'intérieur, le bras militaire le plus fort de l'État Polonais souterrain qui comptait plus de 380 mille soldats s'est trouvée confrontée à l'ennemi, la Russie Soviétique qui était à présent "l'allié des nos alliés".

Pour une nouvelle fois les soviétiques tentaient à subjuguer la République de Pologne et à en faire un pays conquis. L'extermination de l'Armée de l'intérieur a été commencée par les formations de la sécurité et de l'armée de l'état soviétique sous la forme entre autres de NKVD, NKGB et de „Smiercha”. En peu de temps ses forces ont été rejoindes par des communistes du nouveau régime polonais sur le territoire de ce que l'on appelait la Pologne de Lublin et plus tard de la République Populaire de Pologne. Les organes communistes polonais ont été créés sous l'inspiration et avec une grande aide du voisin oriental. Il s'agissait avant tout de l'organe de sécurité nouvellement créé avec ses cellules UB (l'office de la sécurité), KBW (le corps de la sécurité intérieure), MO (la milice civique) et ORMO (la réserve volontaire de la milice civique) et de l'armée polonaise populaire et de l'appareil entier du pouvoir administratif, judiciaire et du pouvoir du parti (PPR (Parti ouvrier polonais), PZPR (Parti ouvrier polonais uniifié)).

Déjà en janvier 1944 les troupes de l'armée soviétique et des maquisards soviétiques ainsi que de la sécurité sont entrées sur le territoire de la République de Pologne de l'avant-guerre (Wołyń).et les soviétiques ont commencé la persécution des soldats de l'Armée de l'intérieur. Les premiers à être persécutés ont été les soldats de l'armée de l'intérieur des Régions Wołyń et Lvov (Arrondissements Stanisławów, Tarnopol et Lvov). Ensuite c'était le tour des Confins nord-est de la Deuxième République de Pologne (Arrondissements: Vilnius, Nowogródek et Polesie), qui ont été déconspirés dans le cadre de l'action "Tempête" après que ces terrains aient été occupés par les troupes régulières de l'armée soviétique, par le contre-espionnage militaire ("Smierch") et par les détachements de la sécurité, c'est-à-dire le NKVD et le NKGB, mais avant tout en raison de l'activité des agents et des confidents de la sécurité qui pénétraient la société polonaise. Une tâche importante des structures de l'Armée de l'intérieur après l'occupation d'un territoire donné par l'appareil de la répression de la Russie soviétique était de maintenir la communication et d'assurer à ses membres la possibilité de l'emploi qui protégeait contre le recrutement dans l'armée du régime et l'autodéfense contre UPA qui était tout aussi criminelle.

Sur les terrains libérés de l'occupation allemande les autorités communistes de la sécurité dirigeaient leurs coups avant tout contre les états-majors divers afin de désorganiser le réseau de la conspiration. Après les arrestations l'Armée de l'intérieur tentait de reconstruire les structures et à recommencer son activité, mais dans une étendue bien limitée qui avait pour but la survie.

Entre autres le 29 mars 1944 au cours de la marche ayant pour but la concentration la 27ème Division d'infanterie a été arrêtée par NKVD à Nowy Mosur près de Hołob. Tout le groupe de l'inspecteurat de Łuck a été arrêté avec à sa tête l'inspecteur, le capitaine Leopold Świkla pseudonyme. „Adam”. Le 19 octobre 1944 à Kiev dans le procès du Commandement de l'inspecteurat et de l'arrondissement de Łuck (en tout 32 soldats de l'Armée de l'intérieur) deux condamnations à mort ont été décidées (Kopisto et Świkla, mais elles n'ont pas été exécutées) ainsi que des peines de plusieurs années dans les camps de travaux forcés. Tous sont rentrés dans la Pologne communiste seulement vers la fin de 1955 et ils n'ont pas échappé aux nouvelles répressions et persécutions qui ont duré jusqu'en 1989. Tant W. Kopisto (analysé

dans le cadre du questionnaire de registre sous le cryptonyme "Jawor") que W. Seemann-Popławski ont refusé de coopérer avec le NKVD dans les camps des travaux forcés et avec le service de la sécurité polonais (SB) en Pologne en qualité d'indicateur.

La situation n'était pas bien différente aux confins nord-est de la Deuxième République de Pologne (Arrondissements de Vilnius, de Nowogródek et de Polesie). Les arrestations sournoises n'ont pas pu être évitées par les soldats de l'Armée de l'intérieur après l'opération "Ostra Brama" à Vilnius. Conformément à la directive de Staline du 14 juillet 1944 sur la procédure à adopter face à l'Armée de l'intérieur aux confins orientaux du pays les armées soviétiques ont été obligées à désarmer "les détachements polonais nationalistes", c'est-à-dire ceux de l'Armée de l'intérieur et ils devaient être dirigés à des points de rassemblement. Plus tard ils étaient soit intégrés dans l'armée du général Z. Berling, soit déportés dans les camps des travaux forcés. Entre autres quelques dizaines d'officiers ont été arrêtées par le NKVD lors des briefings organisés spécialement à cette occasion le 17 juillet à Vilnius et à Bogusze. Parmi eux se trouvaient notamment le commandant des arrondissements unis de Vilnius et de Nowogródek le lieutenant-colonel / colonel Aleksander Krzyżanowski „gen. Wilk” et le chef de l'état-major du Commandement des Détachements de l'Armée de l'intérieur des Arrondissements de Vilnius et de Nowogródek le commandant Teodor Cetys „Sław”, parachutiste des forces spéciales. Krzyżanowski a été transporté à la prison à Vilnius où il a été placé avec les autres officiers de l'Armée de l'intérieur. Il a passé par la prison moscovite Butyrki, ensuite il a été placé au camp des travaux forcés à Diaghilev près de Riazan et à Griaznoviec (à partir de juillet 1974) où d'autres soldats et officiers de l'Armée de l'intérieur en provenance tant des confins que du centre de la Pologne avaient été détenus (à partir du mois d'août 1944). Après s'être enfui il est arrivé à Vilnius. Le 13 septembre il a été de nouveau arrêté par les Soviétiques et il a été placé à la prison de Butyrki et le 4 octobre 1947 il a été transféré en Pologne. Le 3 juillet 1948 il a été arrêté par l'office de sécurité polonaise UB et il a été placé à la prison de Varsovie à Mokotów où il est décédé à la suite des représailles. Cetys a aussi été transféré dans les prisons de Vilnius (ul. Ofiarna, Łukiszki) et ensuite aux camps soviétiques des travaux forcés (Ostashkov, Kalinin, Morshansk). Il a également tenté de fuir avec le commandant de sous-arrondissement de Nowogródek, le lieutenant-colonel Adam Szydłowski pseudonyme „Poleszuk” parachutiste des forces spéciales. Ils sont rentrés en Pologne en juillet 1948. Ils ont continué à être surveillés par l'office de la sécurité UB jusqu'au milieu des années cinquante dans le cadre de la découverte des objets (Rozpracowanie Obiektywne) RO sous le cryptonyme "Centro" et du cas de registre et d'observation (sprawa ewidencyjno-obiektywowa) à partir de 1958 (A. Szydłowski, Lieutenant Witold Kisiel „Świątołdzycz” et sous-lieutenant Teodor Sawicki „Otto” de l'Armée de l'intérieur de Vilnius).

En somme en quelques jours après le 17 juillet 1944 les Soviétiques ont arrêté plus de dix mille soldats et officiers de l'Armée de l'intérieur dont la majorité a été placée au château à Miedniki et a ensuite été transférée à Kaługa. À partir de juillet 1944 jusqu'à juillet 1945 le NKVD et le NKGB ont arrêté environ quarante mille Polonais des terrains situés à l'est de la rivière Bug qui étaient en majorité liés avec la conspiration de l'Armée de l'intérieur et qui ont été déportés dans les camps des travaux forcés soviétiques. En raison du fait que les Polonais ne reconnaissaient pas le pouvoir du nouveau occupant les répressions et la terreur ont été renforcées. L'appareil communiste avait l'intention d'éliminer totalement non seulement l'Armée de l'intérieur, mais aussi "l'élément" polonais dans son ensemble.

Les arrestations ont aussi touché les membres de l'Armée de l'intérieur du territoire de Lvov, tout particulièrement après l'opération "Tempête" réussie à Lvov. Entre autres le soir du 31 juillet 1944 les officiers d'état-major et les officiers des commandements des détachements de l'Armée de l'intérieur étaient arrivés au local situé à ulica Kochanowskiego 27 et ils ont été cernés par le NKVD et ils ont été arrêtés. Dans ce "cirque" qui a duré deux jours en tout 48 membres de l'Armée de l'intérieur ont été rafles. Parmi eux se trouvait entre autres le Yougoslave illustre, le commandant Dragan Sotirowič, commandant du 14ème Régiment des Uhlans de Jazłowiec de l'Armée de l'intérieur. Après de nombreuses péripéties il est parvenu à fuir sur le terrain de la Voïvodie de Rzeszów où dans le cadre du groupement des troupes "Warta" il a commandé la campagne et en septembre 1945 en qualité de Français il a quitté la Pologne et il est parti en émigration. Le 31 juillet le colonel Władysław Filipkowski (1892-1950) „Janka”, commandant du territoire de Lvov est parti à Żytomierz pour mener des pourparlers avec Michał Rola-Żymierski, le commandant en chef de l'armée polonaise communiste. Il a été arrêté avec les officiers qui l'accompagnaient par le NKVD dans la nuit du 2 au 3 août 1944. Le colonel Filipkowski a passé par les

prisons et par les camps de travaux forcés en Russie et en Pologne (Kiev, Rawa Ruska, Trzebuska, Kharkov, Riazan-Diaghilevo, Grazowiec, Brest), en novembre 1947 il a été envoyé en Pologne. L'arrondissement de Stanisławów (à partir du 30 juin 1944 sous-arrondissement) n'a pas échappé aux arrestations et aux déportations aux camps des travaux forcés situés au fond de la Russie.

L'action "Tempête" a également eu une fin tout aussi dramatique tant dans la région de Lublin qu'aux confins du pays. Les désarmements sournois de la troisième division d'infanterie, de la neuvième division d'infanterie et de la vingt-septième division d'infanterie de l'Armée de l'intérieur qui ont été suivis par des arrestations en masse exécutées par le NKVD et par l'office de la sécurité polonaise UB ont duré jour et nuit sans aucune pause. Le colonel Kazimierz Tumidajski (1897-1947) pseudonyme „Marcin”, commandant de l'arrondissement de Lublin a été arrêté le 27 juillet 1944 à Lublin. Il a été transféré à Moscou (Lefortovo), il a été emprisonné à Kharkov et dans le camp de Diaghilev. En mars 1945 il devait être témoin lors du procès du général L. Okulicki. Dans le camp des travaux forcés il a pris la tête de la grève de la faim, il a été étouffé le 4 juillet 1947 à l'hôpital du NKVD situé près de Riazan lors du nourrissement forcé. Le colonel Jan Kotowicz (1890-1963), commandant de la vingt-septième division de l'infanterie de l'Armée de l'intérieur a été arrêté par le NKVD en novembre 1944 et il a été condamné pour son rôle dans l'Armée de l'intérieur à dix ans de prison. Un sort semblable a été réservé au général de brigade Ludwik Bittner (1892-1960). Le général "Halka" qui a été arrêté en septembre 1944 a été détenu dans les camps du NKVD à Majdanek et à Rembertów, puis à Kharkov et à Diaghilev. Il est retourné en Pologne en 1947 et il a continué à subir des représailles. Il travaillait comme concierge au Bureau de la Reconstruction de la Capitale. A partir du mois de novembre il a été actif dans le cadre de ZBoWiD (l'Association des combattants pour la liberté et pour la démocratie) en qualité de vice-président de la Commission principale des vérifications et puis comme vice-président du Conseil général de ZBoWiD. Le colonel Kazimierz Bąbiński (1896-1970), pseudonyme „Luboń”, ancien commandant de l'Arrondissement de Wołyń de l'Armée de l'intérieur a été jeté plusieurs fois dans les prisons du régime communiste. Le 2 novembre 1945 il a été condamné à six ans de prison. Il a été libéré de prison en 1947 sur la base de l'amnistie. Il a été arrêté de nouveau, puis condamné par le jugement du Tribunal militaire de district à dix ans de prison. Il a été libéré de prison en vertu de l'amnistie le 16 décembre 1953 avec une santé ruinée. On a continué à le surveiller. Il s'est établi à Szczecinek où il travaillait comme clerc dans une Filiale de l'industrie forestière.

Avant que de mourir dans les casemates du Château de Lublin les soldats de l'Armée de l'intérieur avaient été torturés bestialement par le NKVD et par l'office de la sécurité UB. Parmi eux se trouvaient entre autres le colonel Edward Jasiński, pseudonyme „Nurt”, inspecteur de l'Inspectorat de Lublin de l'armée de l'intérieur (15 mars 1945), le commandant Janusz Nawrat-Nowakowski, pseudonyme „Lucjan”, chef de Kedyw (Direction de la diversion de l'état-major de l'Armée de l'intérieur) de l'arrondissement de Lublin ensemble avec dix soldats et officiers qui étaient sous ses ordres. Plus tard en 1949 le même sort a été réservé au commandant du groupement des détachements AK-WiN, le commandant Hieronim Dekutowski, pseudonyme "Zapora", au capitaine Stanisław Łukasik, pseudonyme "Rys" et à leurs subalternes (à la prison à Mokotów). Le capitaine Zdzisław Broński, pseudonyme "Uskok" (mort le 21 V 1949), le commandant légendaire des troupes des maquisards dans la région de Lublin a choisi le suicide pour échapper aux mains des masseurs communistes après l'arrestation de "Zapora". Le même sort suicidaire a été choisi par le capitaine Stefan Dębicki, pseudonyme "Kmicic", ancien commandant du district de Lublin Ville. Le soldat de l'Armée de l'intérieur Mieczysław Lisowski qui avait caché "Uskok" dans un bunker et qui était le propriétaire d'une ferme, a été persécuté tout au long de l'histoire de la Pologne Populaire. Au début il se cachait, ensuite il a été arrêté par l'office de la sécurité polonaise UB le 27 octobre 1951. Il est resté en prison jusqu'en 1959. Ensuite on lui refusait du travail. On lui a interdit de rénover sa maison. On lui a refusé le courant électrique dans sa ferme, etc. Il est mort en 1998.

Le scénario élaboré par la Russie Soviétique relatif à la coercition des soldats de l'Armée de l'intérieur aux confins du pays a été copié mécaniquement par les forces du régime communiste polonais dans ce que l'on appelait la Pologne de Lublin (PKWN (Le Comité polonais de la libération nationale)). Il s'agissait des territoires situés entre la rivière Bug et le fleuve Vistule qui avaient été occupés à partir du 22 juillet 1944 sous la surveillance de la Russie soviétique avec l'aide des troupes du NKVD. Ici la danse était menée par les exécuteurs de la volonté des mandants soviétiques qui étaient principalement d'origine polonaise et juive, mais il y avait des représentants d'autres nationalités orientales. Souvent ils étaient bien meilleurs

que les soviétiques dans l'art de la terreur bornée du régime dans les offices de la sécurité et dans les prisons. (Il s'agissait entre autres des prisons au Château de Lublin et au Château de Rzeszów, à Wronki, à Fordon, de la prison Montelupich à Cracovie), et des camps spéciaux du NKVD, et plus tard de MBP (Ministère de la sécurité publique) (ils étaient au nombre d'environ 186), créés pour les soldats polonais (Majdanek, Trzebuska-Turza k. Sokołowa Małopolskiego, Kąkolewnica, Krzesimów, Skrobów, Poniatowa, Rembertów, Nowiny-Błudek, Potulice, Bakończyce k. Przemyśla, Oświęcim, Przemyśl, Gęsiówka-Warszawa, Toszek, Jaworzno, Mrowino, Działdowo, Grudziądz). Il y avait encore beaucoup plus d'autres lieux de tortures. C'est pas à pas que les directives et les ordres sur "la liquidation et sur le désarmement des structures de l'Armée de l'intérieur" prenaient effet grâce la soldatesque soviétique dans la zone située près du front ainsi que grâce aux autorités subordonnées d'abord au Comité polonais de la libération nationale et à partir du mois de juin 1945 subordonnées au "Gouvernement temporaire d'unité nationale". C'est à cette époque que les communistes ont forgé le slogan disant que l'Armée de l'intérieur est „zapluty karzeł reakcji” (le gnome crasseux de la réaction) (de l'affiche de Włodzimierz Zakrzewski).

En tout entre le mois d'août 1944 et le printemps 1945 environ 52.000 Polonais arrêtés sur les terrains situés à l'ouest de Bug y compris 24.000 soldats et officiers de l'Armée de l'intérieur ont été envoyés dans les camps du NKVD (entre autres aux camps suivants Borovitchi, Donbas, Ostachkov, Diaghilevo près de Riazan, Morshansk, Kaluga, Griazoviec près de Vologda, Dubrovsk, Saratov, Stalino à Donbas, Minlag, Stalinogorsk, les camps de Vorkouta, Ural). Près de 10.000 prisonniers de l'Armée de l'intérieur ont été laissés dans les prisons en Pologne.

Vers la fin de 1944 l'appareil de la répression de la Pologne de Lublin qui grandissait rapidement comptait 2.500 fonctionnaires de l'office de la sécurité UB, 12.500 miliciens de la milice civique MO et 4.000 soldats de l'armée intérieure. Vers le milieu de 1945 il comptait environ 40.000 fonctionnaires de la milice civique, environ 10.000 fonctionnaires de l'office de la sécurité UB et 28.000 soldats (trois brigades) de l'armée intérieure qui a été transformée en automne en Corps de la sécurité intérieure (Korpus Bezpieczeństwa Wewnętrzne (KBW)). Au milieu de 1945 15 régiments de l'armée intérieure du NKVD stationnaient sur les terres de la Pologne centrale. Cette armée comptait 35.000 soldats qui combattaient intensément la Résistance polonaise. Une terreur systématique venait de commencer. Elle a continué avec cette ampleur au moins jusqu'en 1953, l'année de la mort de Staline.

Les soldats de l'Armée de l'intérieur qui étaient de service dans l'Armée populaire polonaise ont aussi subi des représailles entre autres sur la base des résolutions spéciales des dirigeants du Parti ouvrier polonais et du Parti ouvrier polonais uni avec une intensité très forte jusqu'en 1956. L'appareil de sécurité militaire sous la forme de la Direction Générale de l'information militaire et plus tard à partir de 1957 sous la forme du Service militaire intérieur tentait d'intimider et de mettre sous son contrôle non seulement l'armée du régime, mais l'ensemble de la société polonaise. Seulement au mois de novembre 1944 l'information militaire a arrêté 208 officiers et 375 sous-officiers et de soldats sans grade de l'Armée de l'intérieur.

Les actions opérationnelles au milieu de 1949 ont englobés 4612 missions de contrôle et d'observation et 113 missions portant sur la découverte des personnes individuelles avec la participation de 7000 collaborateurs secrets de l'information militaire, y compris 1200 résidents de la police secrète militaire. En conséquence des représailles dans l'armée et des actions menées par l'armée dans les années 1944-1947 environ 9.000 opposants au pouvoir nouveau sont morts. En majorité ils provenaient de l'Armée de l'intérieur. Les tribunaux militaires ont prononcé environ 54.000 jugements pour des raisons politiques dans les années 1945-1949 et dans les années 1949-1954 ils ont prononcé 82.000 jugements, y compris 4.500 condamnations à mort dont plus de 3.000 condamnations à mort ont été exécutées. Les condamnés tués provenaient en majorité des rangs de l'Armée de l'intérieur.

Le nombre de ceux qui ont été tués sournoisement sans condamnation, dans les prisons, dans un champ ou dans un bois est inconnu, (par exemple le l'abbé capitaine Antoni Rafał Dąbrowski du I/50 régiment d'infanterie 27<sup>ème</sup> Division d'infanterie de l'Armée d'intérieur fusillé par le NKVD en 1944 près d'Otwock et le colonel Stanisław Prus, pseudonyme. „Adam”, commandant du 9<sup>ème</sup> Régiment d'infanterie des légions de l'Armée de l'intérieur de l'Inspectorat de Zamość tué au Château de Lublin en automne de 1944 ou le

commandant Rudolf Majewski, pseudonyme „Leśniak”, commandant du 25<sup>ème</sup> Régiment d'infanterie de la Terre de Piotrków (1949).

En conséquence de l'amnistie du 2 août 1945 près de 40.000 des conspirateurs en majorité de l'Armée de l'intérieur se sont révélés. Ceux qui se révélaient étaient enregistrés méticuleusement (entre autres une liste était envoyée à l'office de la sécurité UB, une deuxième liste à RKU). Certaines de ces personnes se voyaient proposer la coopération en qualité d'affidé. À cette époque les répressions massives ont été modérées pour un court moment. Elles ont été remplacées par "les négociations" de la police secrète avec les commandants connus de rangs supérieur de l'Armée d'intérieur afin de "décharger" la Résistance et de révéler les structures qui leur étaient subordonnées. On proposait de bons postes de travail et la possibilité d'agir dans le cadre de l'activité des anciens combattants et de l'activité politique. Ces situations avaient lieu le plus souvent après l'arrestation d'un officier donné comme par exemple dans le cas de l'arrestation du colonel Jan Mazurkiewicz, pseudonyme „Radosław” (1896-1988), célèbre commandant du Kedyw (Direction de la diversion de l'état-major de l'Armée de l'intérieur) et chef de la Zone Centrale de la Délégation des forces armées pour la Pologne (1 septembre 1945). Il a encore envoyé un appel aux membres de l'Armée de l'intérieur à se qu'ils se révèlent et bénéficient des bienfaits de l'amnistie. Il a été libéré un mois plus tard et il a pris la tête de ce que l'on appelait "la Commission centrale de la liquidation de l'Armée de l'intérieur". Beaucoup l'ont désapprouvé et l'ont même soupçonné de trahison. En dépit de cette action en février 1949 „Radosław” a été de nouveau arrêté et condamné à la prison à vie le 16 novembre 1953. Il a quitté la prison en raison de l'amnistie en 1956. Il a été réhabilité en 1957. Il s'est consacré à l'activité dans l'Association des combattants pour la liberté et pour la démocratie (ZBoWiD) du régime. Il y a accédé aux postes les plus importants, entre autres celui du vice-président du Directoire Principal de cette association des anciens combattants qui rassemblait dans les mêmes rangs les persécuteurs et les persécutés. En 1980 il a été promu par les communistes au rang de général. Dans les années 1981-1983 il a également rempli la fonction du membre du Présidium National du Comité du front de l'unité nationale. Un sort semblable après son arrestation a été aussi celui du colonel Jan Rzepecki, pseudonyme „Ożóg” (1899-1983), devenu président du Directoire général de "Liberté et Indépendance", ancien chef du Bureau de l'information et de la propagande de l'état-major de l'Armée de l'intérieur. En liberté il critiquait "Radosław" pour avoir révélé après son arrestation le 5 novembre 1945, il a lui-même révélé devant l'office de la sécurité UB l'entier Premier Directoire Général de l'Association liberté et indépendance ainsi que la majorité des structures au niveau des Zones et des Arrondissements. Il a également appelé à ce que tous les membres de l'organisation se révèlent. Cela a causé plus tard les arrestations des révélés. Il a été condamné en janvier 1947 à 8 ans de prison. Il a été libéré en février 1947 selon le principe de l'amnistie. Il a été admis dans l'Armée populaire polonaise. Il a été enseignant à l'Académie de l'état-major. En 1949 il a été arrêté de nouveau, il est resté emprisonné jusqu'en 1954. Ensuite il a travaillé à l'Institut de l'histoire de l'Académie polonaise des sciences au rang de docteur.

Avant le référendum falsifié (30 juin 1946) et avant les élections à la Diète législative (19 janvier 1947) les détachements de l'office de la sécurité UB et de l'armée populaire du régime ont intensifié la terreur en détruisant la majorité des troupes de l'ancienne Armée de l'intérieur. Entre autres dans le second semestre de 1946 un fort groupement de l'Armée polonaise conspirée sous les ordres de l'ancien capitaine de l'Armée de l'intérieur Stanisław Sojczyński, pseudonyme "Warszyc" a été décimé. Stanisław Sojczyński a été exécuté le 19 février 1947. Dans la région de Lublin les troupes du régime ont détruit le groupement du capitaine Marian Bernaciak "Orlik". Les communistes ont mobilisé des grosses forces pour lutter contre la Résistance qui comptaient plus de dix mille soldats de l'Armée populaire polonaise LWP, du Corps de la sécurité intérieure KBW et des fonctionnaires de la milice civique MO et de l'office de la sécurité UB. Ses parents et son frère Lucjan, ancien soldat de l'Armée de l'intérieur ont été arrêtés. Le 24 juin 1946 quand Bernaciak rentrait avec quelques hommes du briefing à Życzyn il a été attaqué par les soldats de la première division d'infanterie qui protégeaient le référendum populaire et par le détachement du Corps de la sécurité intérieure près du village de Piotrówek. Blessé deux fois durant la tentative de fuite de l'encerclement, il s'est suicidé.

Les trois Directoires Généraux de l'Association liberté et indépendance ont été arrêtés avec presque tous leurs membres avec en tête le colonel Franciszek Niepokólczycki, le colonel Wincenty Kwieciński (novembre 1946- janvier 1947) et le lieutenant-colonel Łukasz Ciepliński, pseudonymes „Plug”,

„Ostrowski”, ancien inspecteur de Rzeszów de l'Armée de l'intérieur et de NIE (novembre 1947 - février 1948). En dépit de l'amnistie du mois de février 1947 la pacification et la surveillance de la société polonaise progressaient. Vers la fin de l'année 1947 la taille du Ministère de la sécurité publique a dépassé 200 mille fonctionnaires (dont environ 100 mille dans les unités paramilitaires), à côté de la milice civique l'appareil de la terreur et du contrôle consistait en réserve volontaire de la milice civique ORMO qui comptait environ 120 mille personnes.

Dans le procès du Deuxième Directoire de l'Association liberté et indépendance avec le colonel Franciszek Niepokólczycki à sa tête en septembre 1947 huit condamnations à mort ont été prononcées dont trois ont été exécutées. Dans le procès du Troisième Directoire de l'Association liberté et indépendance deux condamnations à mort ont été prononcées. Le Quatrième Directoire de l'Association liberté et indépendance a été traité de manière la plus cruelles par les communistes. Huit condamnations à mort ont été prononcées et toutes ont été exécutées le 1 mars 1951.

La commandant Zygmunt Szendzielarz, pseudonyme "Łupaszka", commandant de la 5<sup>ème</sup> Brigade de Vilnius de l'Armée de l'intérieur de l'Arrondissement de Vilnius a trouvé la mort dans la prison de Mokotów. L'état-major de la mobilisation de l'Arrondissement de Vilnius de l'Armée de l'intérieur a été également exécuté à la prison de Mokotów avec une balle tirée dans la nuque en 1950 et en 1951. Le général de brigade August Emil Fieldorf, pseudonyme "Nil", commandant de la Direction de la diversion de l'état-major de l'Armée de l'intérieur a été exécuté ignominieusement par pendaison (24 février 1953) pour ne pas avoir accepté de participer à l'opération provocatrice du Ministère de la sécurité publique sous le cryptonyme "Cezary" dont la cible était l'Association liberté et indépendance.

Les groupes opérationnels spéciaux du régime avec l'office de la sécurité UB en tête pacifiaient les villages et les petites villes qui favorisaient la Résistance indépendantiste de l'ancienne Armée de l'intérieur en tuant leurs habitants comme ce fut le cas à Siedlce dans la nuit du 12 au 13 avril 1945. Bon nombre de ceux qui se sont révélés ont été tués sournoisement. Ce sort fut réservé entre autres au capitaine Waclaw Rejmak, pseudonyme „Ostoja” (1917-1945), commandant du détachement de Kedyw (la Direction de la Diversion de l'état-major de l'Armée de l'intérieur) dans la zone de Łuków et commandant de cette zone lorsqu'il négociait la révélation de ses soldats. Il a été arrêté par l'office de la sécurité UB, il a été libéré après l'amnistie en août 1945. Il a été tué par balle le 18 octobre 1945 avec son adjudant le sous-lieutenant

[http://pl.wikipedia.org/w/index.php?title=Mieczys%C5%82aw\\_Ka%C5%84ski&action=edit&redlink=1](http://pl.wikipedia.org/w/index.php?title=Mieczys%C5%82aw_Ka%C5%84ski&action=edit&redlink=1)

Mieczysław Kański, pseudonyme "Czeczot" par l'office de la sécurité UB sur la route près du village de Pociecha pas loin de Garbów. Un sort semblable a été celui du sous-lieutenant Kazimierz Chmielewski, pseudonyme "Rekin" du groupement du commandant „Łupaszka” (avril 1950).

Un des derniers "hommes forestiers" à prendre la lutte armée était le commandant Jan Tabortowski, pseudonyme "Bruzda", ancien inspecteur de l'Inspectorat de Łomża et de Suwałki de l'Armée de l'intérieur. Après sa révélation en avril 1947, il a continué à subir des représailles et des chicanes, il a pris le défi téméraire. Il a été tué en solitaire le 23 août 1945 dans la lutte avec le régime de la République Populaire de Pologne. Le dernier maquisard de l'Armée de l'intérieur dans la région de Zamość Józef Franczak, pseudonyme „Laluś” a été encerclé par la milice civique MO et par le service de la sécurité SB en 1963 et il a été tué.

En tout dans les années 1944-1956 les communistes ont tué dans les prisons et dans les camps des travaux forcés sur le territoire de la Pologne et de la Russie Soviétique environ 500.000 Polonais dont environ 80.000 soldats de l'Armée de l'intérieur. Il s'agit cependant seulement d'estimations qui exigent d'être vérifiées.

Les officiers du NKVD qui avaient initialement mené l'enquête, puis les officiers de l'office de la sécurité UB ont torturé les membres de la Résistance en les forçant à avouer qu'ils sont membres de l'Armée de l'intérieur et à révéler leurs contacts organisationnels. Ils leur faisaient du chantage et ils les forçaient au mouchardage. Une infinité d'informateurs qui étaient des collaborateurs secrets (Tajny współpracownik TW) de la police secrète sont apparus. Ils travaillaient afin de révéler et surveiller les soldats de l'Armée de l'intérieur. Il en était ainsi jusqu'à 1956 et après ce que l'on a appelé le dégel en 1956 les arrestations en masse des soldats de l'Armée de l'intérieur et les déportations en Russie ont cessé. (Les déportations

en Russie ont eu lieu sur le territoire de la Pologne jusqu'à la fin des années quarante). Cependant on n'a pas renoncé à diverses formes de représailles et de persécutions qui ont continué jusqu'à la fin des années quatre-vingt et qui ont été définitivement arrêtées au début des années quatre-vingt-dix, c'est-à-dire dès la dissolution de l'office de la sécurité et dès la création de l'Office de la protection de l'état (UOP) de la Troisième République de Pologne. En août 1989 le service de la sécurité SB employait 24.300 fonctionnaires qui surveillaient plus de 100.000 collaborateurs secrets.

Les cas étaient fréquents que ces soldats de l'Armée de l'intérieur qui avaient refusé de coopérer en qualité d'affidé avant 1956, y ont consenti après l'année charnière 1956. On a en plus recruté ces collaborateurs secrets qui avaient signé l'engagement de coopérer sous les tortures et l'intimidation (1944-1955) et qui plus tard ont refusé en masse de le faire. Le service de la sécurité SB n'a pas renoncé complètement à ces pratiques ignominieuses jusqu'à sa dissolution. Certains des anciens collaborateurs étaient cependant utilisés (consciemment) en qualité d'informateurs de la police secrète, dans plusieurs cas sous la forme de ce que l'on appelait les contacts opérationnels (k.o), même jusqu'à la fin de 1989 et du début de 1990. On recrutait des nouveaux collaborateurs secrets avec une grande intensité. Des formes de motivation des dénonciateurs et des agents beaucoup plus efficaces sont apparues sous la forme de rémunération en argent, sous la forme des biens matériels difficiles à obtenir et d'autres priviléges comme par exemple la promotion au travail, la permission de voyager à l'étranger ou la possession du passeport. Le service de la sécurité SB créée en 1956 a repris en majeure partie le réseau des agents de son prédécesseur l'office de la sécurité (UB) et les collaborateurs secrets ont commencé à exécuter les tâches ordonnées par leurs mandants. Après 1956 ils avaient un potentiel énorme tant au niveau de la révélation de toutes les organisations des anciens combattants qu'au niveau de la surveillance et de la désintégration de ces milieux.

En plus tout au long de l'existence de la Pologne Populaire le ministère de la sécurité ordonnait l'utilisation de la tactique de la "tentation" de tous ceux qui se montraient loyaux à la République Populaire de Pologne, par le travail social et politique au sein de l'Association des Combattants pour la liberté et pour la démocratie et dans d'autres organisations. Il y avait aussi de tels soldats et même des officiers de rang supérieur de l'Armée de l'intérieur qui de leur propre bonne volonté sans aucune pression rapportaient en mobilisant plus d'une fois des fonctionnaires des services spéciaux à agir. Simplement ils aimaient cette profession, en recevant d'énormes avantages matériaux de ce procédé infâme sans parler du salaire mensuel. Il résulte du contenu des archives de l'Institut de la mémoire nationale qu'un d'eux était Zygmunt Augustowski (1915-2008) qui prétendait avoir été un officier de l'Armée polonaise et de l'Armée de l'intérieur ayant comme pseudonyme „Ślepowron” et „Hubert”. Il avait commencé sa collaboration avec l'office de la sécurité UB probablement en 1946 en dénonçant l'état-major de l'Armée de l'intérieur de Vilnius et il l'a terminée en 1990 avec la dissolution du service de la sécurité SB. Il dénonçait tout le monde, à commencer par ses amis de l'Armée de l'intérieur pour finir avec le cardinal Stefan Wyszyński.

On organisait des types divers des révélations comme par exemple du milieu des anciens soldats de l'Armée d'intérieur de l'Arrondissement de Vilnius sous le cryptonyme "Baza". Il s'agissait d'un cas de registre et d'observation et d'observation opérationnelle dans les années 1958-1959. Cette affaire était menée par la Troisième Section de la Préfecture de la milice civique (le service de la sécurité) (KW MO (SB)). En parallèle les soldats de l'Armée de l'intérieur de Vilnius sous tout le territoire polonais étaient surveillés et analysés par le Troisième Département du Ministère des affaires intérieures sous le cryptonyme "Brygada (la Brigade)" (cas d'observation opérationnelle). Des centaines et même des milliers d'affaires menées par la police secrète après 1956 concernaient aussi des soldats individuels qui d'une certaine façon avaient attiré le regard du pouvoir populaire (par exemple le maintien des liens amicaux, la fondation des plaques commémoratives, le rassemblement des mémoires, l'action d'octroi des décorations ou les pèlerinages par exemple à Jasna Góra). Dans les années 1980-1987 la police secrète de Rzeszów menait une affaire objet sous le cryptonyme "Senior" et "Pandora" qui se rapportait à la surveillance des soldats de l'Armée de l'intérieur dans la région de Rzeszów.

Une autre affaire menée par le service de la sécurité SB était relative au Groupement des maquisards de l'Armée de l'intérieur „Ponury” de la région de Kielce sous le nom „Cas de vérification opérationnelle Sprawa Operacyjnego Sprawdzenia »Wykus«”. Dans son cadre on analysait les cérémonies des anciens combattants auxquelles les anciens soldats de l'Armée de l'intérieur de "Ponury" et de "Nurta"

participaient (1978). Une chose importante pour la police secrète dans cette analyse consistait en dressement de divers types de listes et de registres des soldats de l'Armée de l'intérieur provenant des communes et des villes particulières (par exemple les soldats de l'Armée de l'intérieur habitant à Poznań) des districts ou des voïvodies que l'on avait commencé à dresser déjà en 1944. Les caractéristiques qui couvraient les soldats des détachements particuliers, des milieux particuliers et des arrondissements de l'Armée de l'intérieur sur les territoires des unités administratives de la République Populaire de Pologne étaient toutes aussi importantes. Ces documents étaient élaborés à partir des années soixante par les fonctionnaires du service de sécurité SB et ils étaient mis à jour régulièrement, dans plusieurs cas jusqu'en 1990, on y ajoutait par exemple les adresses et les informations sur le casier judiciaire. Cela permettait à la police secrète du régime à suivre les destins des anciens soldats de l'Armée de l'intérieur jusqu'à la fin du pouvoir populaire.

#### **Bibliographie:**

#### **Les matériaux des archives:**

##### **Les archives de l'Institut de la mémoire nationale à Varsovie**

1. Les dossiers des collaborateurs secrets: Zygmunt Augustowski, Kazimierz Augustowski Felicjan Majorkiewicz,
2. Les inscriptions dans les registres (K1) concernant Wiktor Popławski

##### **Les archives de l'Institut de la mémoire nationale Filiale à Lublin**

1. Le dossier du collaborateur secret Józef Śmiech

##### **Les archives de l'Institut de la mémoire nationale Filiale à Rzeszów**

1. Cas relatif à l'objet qui concernait ZWZ (l'Association de la lutte armée), AK (l'Armée de l'intérieur), BW, WiN (Liberté et indépendance) Jarosław avec le cryptonyme „Sanacja”,
2. Cas relatif à l'objet avec le cryptonyme „Senior” et „Pandora”
3. Le questionnaire du registre sous le cryptonyme "Jawor" contre Wacław Kopisto

##### **Les études du Ministère de la sécurité publique MBP/ du Ministère des affaires intérieures MSW:**

1. La caractéristique no 29 de la bande réactionnaire descendante de l'ancienne Armée de l'intérieur sous le commandement de Jaworski Tadeusz, pseudonyme „Zerwikaptur”,
2. La caractéristique d'une bande terroriste descendante de l'ancienne Armée de l'intérieur de Bogacz Kazimierz, pseudonyme „Bławat”,
3. La caractéristique no 135 d'une bande terroriste et spoliatrice descendante de l'ancienne Armée de l'intérieur sous le commandement de Józef Wiącek, pseudonyme „Józef”, „Kleszcz”, „Sowa”.
4. „Zapora”. La caractéristique no 20.

#### **Les documents publiés:**

1. *Działalność Zbiorczej Dywizji Wojsk Wewnętrznych NKWD na terenie Polski w latach 1944–1946 w świetle wybranych dokumentów* (L'activité de la Division groupée de l'armée intérieure du NKVD sur le territoire de la Pologne dans les années 1944-1946 à la lumière des documents choisis), oprac. / élaboration, W. Roman, „Biuletyn Wojskowej Służby Archiwnej (Le Bulletin du Service des archives militaires)”, 1994, nr 17.
2. *NKWD i polskie podziemie 1944-1945 (NKVD et la Résistance polonaise 1944-1945). Z „teczek specjalnych” Józefa W. Stalina* (Des dossiers spéciaux de Joseph V. Staline), Kraków (Cracovie) 1998.
3. Odezwa pełnomocnika rządu i delegata sił zbrojnych na kraj do oddziałów leśnych, 27 V 1945 (Allocution du plénipotentiaire du gouvernement et du délégué des forces armées pour la Pologne aux troupes forestières) [w/ dans:]

4. Première année. Powstanie i działalność aparatu bezpieczeństwa publicznego na Rzeszowszczyźnie (sierpień 1944-lipiec 1945) [La création et l'activité de l'appareil de la sécurité publique dans la région de Rzeszów (août 1944-juillet 1945)], oprac/ élaboration. D. Iwaneczko, Z. Nawrocki, Rzeszów 2005
5. Rozkaz inspektora Inspektoratu AK Mielec „Maliny” zakazujący ujawniania się (L’ordre de l’inspecteur de l’inspectorat de l’Armée de l’intérieur Mielec “Malina” interdisant de se révéler) [w/ dans:] A. Zagórski, Obwód Armii Krajowej Mielec przed i po „Burzy” (Le district de l’Armée de l’intérieur Mielec avant et après “la Tempête” [w/ dans:] Mielec. Studia i materiały z dziejów miasta i regionu (Les études et les matériaux de l’histoire de la ville et de la région), red./ sous la rédaction de F. Kiryk, t./ volume 3, Mielec 1994.
6. S. Korboński do centrali: chronienie się młodzieży w lasach przed poborem (S. Korboński à la centrale, la jeunesse se cache dans les forêts devant le recrutement dans l’armée), Warszawa, 27 IV 1945 r. [w/ dans:] Armia Krajowa w dokumentach 1939–1945 (L’Armée de l’intérieur dans les documents 1939-1945), t./ volume 5, red./ sous la rédaction de H. Czarnocka, K. Iranek-Osmecki, W. Otocki, T. Pełczyński, Wrocław–Warszawa–Kraków 1991.

#### **Les mémoires**

1. Jaroszyński Z., Wspomnienia z sowieckich łagrów 1944–1947 (Les souvenirs des camps des travaux forcés soviétiques 1944-1947), „Rocznik Mielecki (L’annuaire de Mielec)”, t./ volume III, 2000.
2. Kaloń W., Partyzanckie przeżycia (Les impressions de la vie dans le maquis)[w:] Mielec. Studia i materiały z dziejów miasta i regionu (Les études et les matériaux de l’histoire de la ville et de la région), t./ volume 2, sous la rédaction de F. Kiryk, Mielec 1988.
3. M. Czechowski „Wrzos”, W oddziale cc mjr. Hieronima Dekutowskiego „Zapory” (Dans le détachement du commandant Hieronim Dekutowski, parachutiste des forces spéciales), opr/ élaboration. R. Szczęch „Zeszyty Historyczne WiN (Cahiers historiques de la liberté et l’indépendance)”, 2007, nr 26-27.
4. Nawrocki Z., Wspomnienia Jana Gorlińskiego, pierwszego szefa PUBP w Mielcu (wrzesień 1944–maj 1945) [Les mémoires de Jan Gorliński, premier chef de l’office de la sécurité publique de district à Mielec (septembre 1944 - mai 1945) [w/ dans:] Aparat represji w Polsce Ludowej 1944–1989 (L’appareil de la répression dans la Pologne Populaire 1944-1989), 2004, nr/ no 1.
5. Zaporczycki. Relacje (les récits), t. 1-5, Lublin 1997-1999, oprac./ élaboration E. Kurek.

#### **Les études:**

1. Armia Krajowa i konspiracja poakowska na ziemi rybnickiej 1942–1947 (L’Armée de l’intérieur et la conspiration après l’Armée de l’intérieur dans la région de Rybnik 1942-1947), red./ sous la rédaction de A. Dziurok, Katowice 2004.
2. Atlas polskiego podziemia niepodległościowego 1944–1956 (L’atlas de la Résistance polonaise indépendantiste 1944-1956), red./ sous la rédaction de R. Wnuk, S. Poleszak, A. Jaczyńska, M. Śladecka, Warszawa–Lublin 2007.
3. Bachta E., Terror stalinowski na Podkarpaciu i jego ofiary (lata: 1944–1956) [La terreur stalinienne dans la région de Podkarpacie et ses victimes (les années 1944-1956)), b.m.w., b.d.w.
4. Balbus T., „Jurandowcy”. Powstańcy wileńscy 1944 („Jurandowcy”. Les insurgés de Vilnius 1944). Historia i życie codzienne 1. (L’histoire et la vie quotidienne 1) Brygady Wileńska Armii Krajowej (Les brigades de Vilnius de l’Armée de l’intérieur), Wrocław 2008.
5. Faszczka D., Skazany na zapomnienie. Plk. Kazimierz Babiński - „Luboń”-, „Wiktor” (Condamné à être oublié. Le colonel Kazimierz Babiński - „Luboń”-, „Wiktor”) , Pułtusk 2008.
6. Frazik W., Musiał F., Szpytma M., Twarze krakowskiej bezpieczeństwa. (Les visages de la police secrète de Cracovie) Obsada stanowisk kierowniczych Urzędu Bezpieczeństwa i Służby Bezpieczeństwa w Krakowie (Le choix des candidats pour les postes des dirigeants à l’Office de la sécurité et au Service de Sécurité à Cracovie). Informator personalny (Le Bulletin d’information sur les personnes), Kraków 2006.
7. Garbacz D., Zagórski A., W kleszczach czerwonych (Dans la tenaille rouge), Brzozów–Rzeszów 1991.

8. *Informator o nielegalnych antypaństwowych organizacjach i bandach zbrojnych działających w Polsce Ludowej w latach 1944–1956* (*Le bulletin d'information sur les organisations illégales antiétatiques et sur les bandes armées actives en Pologne Populaire dans les années 1944-1956*), oprac./ élaboration Biuro „C” MSW (le Bureau "C" du Ministère des affaires intérieures), wyd. Retro, Lublin 1993.
9. Kachnicz Z., Żołnierze Armii Krajowej i ich losy w sowieckich łagrach NKWD-MWD Zespołu Borowicze 1944-1946 (*Les soldats de l'Armée de l'intérieur dans les camps des travaux forcés du NKVD-MVD du Complexe de Borovitchi*), Warszawa-Koszalin 2008.
10. Kołakowski P., *NKWD i GRU na ziemiach polskich 1939-1945* (*Le NKVD et le GRU sur les terres polonaises 1939-1945*), Warszawa 2002.
11. *Konspiracja i opór społeczny w Polsce 1944–1956* (*La conspiration et la résistance sociale en Pologne 1944-1956*). *Słownik biograficzny* (*Dictionnaire biographique*), t./ volume I-III, Kraków-Warszawa-Wrocław 2002-2008.
12. Korkuć M., Ptak A., *Żołnierze porucznika Wądołnego* (*Les soldats du lieutenant Wądołny*). *Z dziejów niepodległościowego podziemia na ziemi wadowickiej 1945–1947* (*De l'histoire de la Résistance indépendantiste dans la Région de Wadowice 1945-1947*), Kraków 2001.
13. Żebrowski, Warszawa 2004.
14. Kurek E., *Zaporczycy 1943–1949*, Lublin 1995, 2005.
15. Kurpierz T., P. Piątek, „*Dobić wroga (Tuer l'ennemi)*”. *Aparat represji wobec podziemia zbrojnego na Śląsku Cieszyńskim i Żywiecczyźnie (1945–1947)* [*L'appareil de la répression contre la Résistance armée dans la région de Śląsk Cieszyński et de Żywiecczyzna (1945–1947)*], Katowice–Kraków 2007.
16. *Mazowsze i Podlasie w ogniu 1944–1956* (*Mazovie et Podlasie en flammes*), t./ volume 1 Powiat Sokołów Podlaski (*Le District de Sokołów Podlaski*). *Materiały z sesji naukowej „Represje i opór przeciw rządom komunistycznym w powiecie Sokołów Podlaski po 1944 r.”*, (*Les matériaux de la session scientifique "Répressions et la résistance contre les gouvernement communiste dans le District de Sokołów Podlaski après 1944*) Warszawa 2007.
17. Mazur G., Skwara J., Wegierski J., *Kronika 2350 dni wojny i okupacji Lwowa 1 IX 1938-5 II 1946* (*La chronique des 2350 jours de la guerre et de l'occupation de Lvov 1 IX 1938-5 II 1946*), Katowice 2007.
18. Nawrocki Z., *Zamiast wolności (Au lieu de la liberté)*. *UB na Rzeszowszczyźnie 1944–1949* (*L'office de la sécurité dans la région de Rzeszów 1944-1949*), Rzeszów 1998.
19. Niwiński P., *Działania komunistycznego aparatu represji wobec środowisk kombańcików wileńskiej AK 1945-1980* (*Les actions de l'appareil de répression communiste contre les milieux des anciens combattants de l'Armée de l'intérieur de Vilnius dans les années 1945-1980*), Warszawa 2008.
20. Ostasz G., *Okręg Rzeszowski Zrzeszenia „Wolność i Niezawisłość”* (*La Région de Rzeszów de l'Association "Liberté et Indépendance"*). *Model konspiracji, struktura, dzieje* (*Modèle de la conspiration, structure, histoire*), Rzeszów 2006.
21. *Ostatni leśni 1948–1953* (*Les derniers hommes de la forêt 1948-1953*), red./ sous la rédaction de T. Łabuszewski, Warszawa 2003.
22. *Podziemie niepodległościowe na Podbeskidziu w latach 1939–1947* (*La Résistance indépendantiste dans la région de Podbeskidzie dans les années 1939-1947*), pod. red./ sous la rédaction de A. Namysło i T. Kurpierza, Bielsko-Biała 2002.
23. *Podziemie zbrojne na Lubelszczyźnie wobec dwóch totalitaryzmów 1939–1956* (*La Résistance armée dans la région de Lublin face à deux totalitarismes 1939-1956*), red./ sous la rédaction de S. Poleszak, A. Puławski, Warszawa 2005.
24. Puchalski S., *Partyzanci „Ojca Jana”* (*Les maquisards du "Père Jean"*), Stalowa Wola 1996.
25. *Rozpracowanie i likwidacja rzeszowskiego Wydziału WiN w dokumentach UB (1945–1949)* (*L'analyse, la révélation et la liquidation de la Section de Rzeszów de l'Association liberté et indépendance dans les documents de l'office de la sécurité (1945-1949)*), oprac/ élaboré par. T. Balbus, Z. Nawrocki, Warszawa 2001.
26. Rutkiewicz J., Kulikow W.N., *Wojska NKWD 1917–1946* (*Les troupes du NKVD 1917-1946*), Warszawa 1998.
27. *Skazani na karę śmierci przez Wojskowy Sąd Rejonowy w Rzeszowie 1946–1954* (*Condamnés à mort par le Tribunal Militaire de District à Rzeszów 1946-1954-*), red. / Sous la rédaction de T. Bereza, P. Chmielowiec, Rzeszów 2004.
28. Syrek W., *Przeciw brunatnemu i czerwonemu zniewoleniu* (*Contre la coercition brune et rouge*). Józef Cieśla „Topór”, Krosno 2009.

29. Szwagrzyk K., *Zbrodnie w majestacie prawa 1944-1955* (*Crimes entièrement sanctionnés par la loi 1944-1955*), Warszawa 2000.
30. Śląski J., *Żołnierze Wyklęci* (*Les soldats maudits*), Warszawa 2007.
31. Śmietanka-Kruszelnicki R., *Podziemie poakowskie na Kielecczyźnie w latach 1945–1948* (*La Résistance de l'ancienne Armée de l'intérieur dans la région de Kielce dans les années 1945-1948*), Kraków 2002.
32. Toborek T., *Stanisław Sojczyński i konspiracyjne Wojsko Polskie* (*Stanisław Sojczyński et l'Armée polonaise conspirée*), Łódź 2007.
33. Tochman K. A., Adam Boryczka. *Z dziejów WiN-u* (*De l'histoire de l'Association liberté et indépendance*), t./ volume I-II, Zwierzyniec-Rzeszów 1998-2001,
34. Tochman, *Słownik biograficzny cichociemnych* (*Dictionnaire biographique des parachutistes des forces spéciales*), t./ volume I-III, Zwierzyniec-Rzeszów 1994-2008, (kilka wydań/ quelques éditions).
35. Tochman K. A., *Major Wacław Kopisto, cichociemny, oficer AK, sybirak* (*Le commandant Wacław Kopisto, parachutiste des forces spéciales, officier de l'Armée de l'intérieur, déporté en Sybérie*), Rzeszów 2010,
36. *Twarze bezpieczeństwa w Polsce południowo-wschodniej 1944–1990, informator personalny* (*Les visages de la police secrète dans le sud-est de la Pologne 1944-1990, bulletin d'information personnelle*), red./ sous la rédaction de J. Izdebski, K. KaczmarSKI, M. Krzysztofiński, Rzeszów 2007.
37. Wnuk R., *Konspiracja akowska i poakowska na Zamojszczyźnie od lipca 1945 do 1956 roku* (*La conspiration de l'Armée de l'intérieur et après l'Armée de l'intérieur entre juillet 1945 et 1956*), Zamość 1993.
38. Wnuk R., *Lubelski Okręg AK DSZ i WiN 1944–1947* (*L'Arrondissement de Lublin de l'Armée de l'intérieur DSZ (délégation des forces armées pour la Pologne) et WiN (liberté et indépendance)*), Warszawa 2000.
39. „*Zaplute karły reakcji... (les gnomes crasseux de la réaction...)" Polskie podziemie niepodległościowe 1944–1956* (*La Résistance indépendantiste polonaise 1944-1956*), red./ sous la rédaction de R. Wnuk, A. Jaczyńska, M. Śladecka, S. Poleszak, Lublin 2008.
40. Zblewski Z., *Okręg krakowski Zrzeszenia „Wolność i Niezawisłość” 1945–1948* (*L'Arrondissement de Cracovie de l'Association liberté et indépendance 1945-1948*). Geneza, struktury, działalność (Genèse, structures, activité), Kraków 2005.
41. *Zdzisław Broński „Uskok”, Pamiętnik* (*Le Journal*), red./ sous la rédaction de S. Poleszak, Warszawa 2004.

**Les articles:**

1. Borowiec J., *Metody śledcze stosowane podczas przesłuchań przez pracowników urzędów bezpieczeństwa publicznego* (*Les méthodes de l'instruction utilisées durant les interrogatoires par les employés des offices de la sécurité publique*), „*Studia Rzeszowskie (Les études de Rzeszów)*”, t./ volume 2, 1995.
2. Draus J., Nawrocki Z., *Wybory do Sejmu w 1947 r. w woj. rzeszowskim w świetle raportów Zrzeszenia WiN oraz WUBP (dokumenty)* (*Les élections à la Diète en 1947 dans la Voïvodie de Rzeszów à la lumière des rapports de l'Association Liberté et Indépendance et de l'office de la sécurité publique de cette voïvodie*), „*Studia Rzeszowskie (Les études de Rzeszów)*”, t./ volume 4, 1997.
3. Kersten K., *Polityczny i propagandowy obraz zbrojnego podziemia w latach 1945–1947 w świetle prasy komunistycznej* (*L'image politique et l'image de propagande de la résistance armée dans les années 1945-1947 à la lumière de la presse communiste*) [w/ dans:] *Wojna domowa czy nowa okupacja? (Guerre civile ou nouvelle occupation?) Polska po roku 1944 (La Pologne après 1944)*, red./ sous la rédaction de A. Ajnenkiel, Wrocław–Warszawa–Kraków 1998.
4. Korkuć M., *Czerwone szwadrony śmierci* (*Les escadrons de la mort rouges*), „*Nowe Państwo (Le nouvel état)*”, 2001, nr 8.
5. Korkuć M., *Oddziały prowokacyjne UB i KBW w Małopolsce* (*Les détachements provocateurs de l'office de la sécurité et du comité de la sécurité intérieure en Petite Pologne*), „*Zeszyty historyczne WiN*”, 1996, nr 8.
6. Krajewski K., *Akcje uwalniania więźniów z więzień, obozów oraz placówek UBP i NKVD (wstępna próba bilansu)* [*L'action de la libération des prisonniers des prisons, des camps et des unités de l'office de la sécurité publique UBP et du NKVD (Tentative préliminaire de bilan)*], „*Zeszyty Historyczne WiN-u (Les cahiers historiques de la Liberté et Indépendance)*”, 2007, nr 26–27.

7. Krajewski K., *Skala i metody działań partyzanckich i konspiracyjnych w Polsce po 1944 r. (L'échelle et les méthodes d'actions des maquisards et de la conspiration en Pologne après 1944)* [w/ dans:] *Aparat represji a opór społeczeństwa wobec systemu komunistycznego w Polsce i na Litwie w latach 1944–1956 (L'appareil de la répression et la résistance de la population au système communiste en Pologne et en Lituanie dans les années 1944-1956)*, Warszawa 2005.
8. Maciąga M., *Kim były odnalezione ofiary UB* (Qui ont été les victimes de l'office de la sécurité retrouvées), „Korso”, 5 XII 1991.
9. Maciąga M., *Śmierć porucznika Tadeusza Jaworskiego (La mort du lieutenant Tadeusz Jaworski)* , „*Studia Rzeszowskie (Les études de Rzeszów)*”, t/ volume. 1, 1995.
10. Nawrocki Z., Borowiec J., *Rzeszowski aparat bezpieczeństwa w kampanii wyborczej do Sejmu Ustawodawczego w 1947 r. Metody fałszowania wyborów (L'appareil de la sécurité de Rzeszów dans la campagne électorale à la Diète législative en 1947. Les méthodes de la falsification des élections)*, „*Studia Rzeszowskie*”, t./ volume 4, 1997.
11. Pisuliński J., *Powiatowy Urząd Bezpieczeństwa Publicznego i jego działalność w latach 1944–1956 (L'office de la sécurité publique de district et son activité dans les années 1944-1956)* [w:] *Mielec i powiat mielecki w latach 1944-1956 (Mielec et le district de Mielec dans les années 1944-1956)*, red./ sous la rédaction de Z. Nawrocki, J. Skrzypczak, Mielec 2005.
12. Wiśniewski S., *Powiat kolbuszowski w latach 1944–1953 (Le district de Kolbuszów dans les années 1944-1953). Represje i walka (Les répressions et la lutte)* [w/ dans:] *Sur les traces des crimes stalinien. Materiały z ogólnopolskiego sympozjum „Zbrodnie stalinowskie wobec Polski” Chańcza 5–7 października 1990 (les matériaux du symposium national "Les crimes stalinien contre la Pologne" Chańcza 5-7 octobre 1990)*, Staszów 1992.
13. Zagórski A., *Obwód Armii Krajowej Mielec przed i po „Burzy” (Le district de l'Armée de l'intérieur de Mielec avant et après "la Tempête")*[w/ dans:] *Mielec. Studia i materiały z dziejów miasta i regionu (Les études et les matériaux de l'histoire de la ville et de la région)*, t./ volume 3, sous la rédaction de F. Kiryk, Mielec 1994.
14. Żebrowski L., *Działalność tzw. band pozorowanych jako metoda zwalczania podziemia niepodległościowego w latach 1944–1947 (L'activité de ce que l'on appelait les bandes simulées comme méthode de lutter contre la résistance indépendantiste dans les années 1944-1947)* [w:] *Le visage dissimulé du système communiste. U źródeł zła... (Aux sources du mal ...)*, red./ sous la rédaction de R. Bäcker, P. Hübner, Warszawa 1997.